

ARRÊTÉ- 2024- 4561

DAUH – SMF – 2024 – Urbanisme – ZAC Blosne-Est – Boulevard de Yougoslavie/Square de Galicie – Ouverture et organisation d'une enquête publique préalable au déclassement

La Maire de Rennes,

Vu le Code de la voirie routière et notamment les articles I-.141-3 et R.141-4 et suivants ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles I-.134-1 et R.134-6 et suivants ;

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Rennes approuvant le dossier de création de la ZAC Blosne-Est en date du 5 mars 2012 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Rennes approuvant le dossier de réalisation de la ZAC Blosne-Est en date du 20 janvier 2014 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Rennes approuvant le bilan de la concertation préalable, le périmètre, le programme et le bilan prévisionnel, ainsi que les termes du contrat de revitalisation artisanale et commerciale à intervenir avec la SPLA Territoires Publics en date du 21 janvier 2019 ;

Vu la décision n° 24-338 du Bureau de Rennes Métropole en date du 12 septembre 2024 acceptant le principe de lancement d'une procédure de déclassement des espaces concernés ;

Vu la délibération n° 24-282 du Conseil Municipal de la Ville de Rennes en date du 16 septembre 2024 actant le lancement de procédure de déclassement du domaine public d'une partie de la voirie square de Galicie correspondant au lot E18 du Maxi Lot B de la ZAC Blosne-Est ;

Vu le projet de réalisation d'un programme immobilier mixte au sein de la ZAC Blosne-Est à dominante habitat ;

Vu la liste des commissaires enquêteurs en Ile-et-Vilaine pour 2024 ;

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

Vu l'arrêté n° 2024-1498 du 19 février 2024 portant délégation de signature à Monsieur Marc HERVÉ, premier adjoint ;

Arrête :

Article 1 : Objet et durée de l'enquête

Conformément aux articles L. 141-3 du code de la voirie routière et L. 134-1 du code des relations entre le public et l'administration, est organisée une enquête publique portant

sur le projet de déclassement d'une partie de la voie square de Galicie pour environ 561 m² relevant du domaine public routier, située à Rennes (35 000) au croisement du boulevard de Yougoslavie correspondant au lot E18 du Maxi Lot B de la ZAC Blosne-Est. Cette voie permet la desserte d'un ensemble d'immeubles, l'accès pour les secours et la collecte des déchets.

Cette enquête se déroulera pendant une durée de 15 jours consécutifs, du 14 octobre au 28 octobre 2024 inclus, de 9h00 à 17h00.

Article 2 : Nomination du commissaire enquêteur

Madame Annick LIVERNEAUX, ingénieure territoriale en retraite, est désignée en qualité de commissaire enquêtrice.

Article 3 : Modalités de consultation du dossier d'enquête

Dès la publication du présent arrêté, toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique à l'adresse suivante : Service de la Maîtrise Foncière, Hôtel de Rennes Métropole, 4 avenue Henri Fréville, CS 9311 1, 35031 Rennes Cedex.

Pendant toute la durée mentionnée à l'article 1er, le dossier d'enquête sera consultable :

- Sur support papier à l'accueil de l'Hôtel de Rennes Métropole, 4 avenue Henri Fréville, Rennes, aux jours et horaires suivants : Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.
- En ligne, sur le site internet de Rennes Métropole, accessible à l'adresse suivante : <https://metropole.rennes.fr/>

Article 4 : Permanences du commissaire enquêteur

La commissaire enquêtrice se tiendra à la disposition du public à l'hôtel de Rennes Métropole, aux jours et heures suivants :

- le lundi 14 octobre 2024 de 9h00 à 12h00
- le lundi 28 octobre 2024 de 14h00 à 17h00

Article 5 : Observations et propositions du public

Pendant toute la durée mentionnée à l'article 1er, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- Par écrit, directement sur le registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, côtés et paraphés par la commissaire enquêtrice, aux horaires d'ouverture au public du lieu d'enquête suivant : à l'accueil de l'Hôtel de Rennes Métropole, 4 avenue Henri Fréville, Rennes.
- Par écrit et par oral, auprès de la commissaire enquêtrice, lors de ses permanences mentionnées à l'article 4. Les observations écrites ainsi formulées seront ensuite consultables au siège de l'enquête.

- Par voie postale, par courrier adressée à "Madame la Commissaire enquêtrice – Square de Galicie Lot E18 – Maxi Lot B – ZAC Blosne-Est – Rennes – Hôtel de Rennes Métropole – Service de la Maîtrise Foncière – 4 avenue Henri Fréville, 35200 Rennes"

Ces correspondances seront annexées au(x) registre(s) d'enquête papier et tenues à la disposition du public au siège de l'enquête, dans les meilleurs délais.

- Par voie électronique, par courriel adressé à l'adresse suivante : dauh-maitrisefonciere@rennesmetropole.fr, accompagné de la mention : "A l'attention de Madame la Commissaire enquêtrice (Square de Galicie Lot E18 – Maxi Lot B – ZAC Blosne-Est – Rennes)".

Les observations et propositions du public formulées dans les conditions qui précèdent seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Par ailleurs, celles réceptionnées après la date de clôture de l'enquête ne pourront être prises en considération par la commissaire enquêtrice.

Article 6 : Clôture de l'enquête

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par la commissaire enquêtrice. Puis, celle-ci examinera les observations recueillies et entendra toute personne qu'il lui paraît utile de consulter.

Article 7 : Rapport et conclusions d'enquête

Dans le délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, la commissaire enquêtrice transmettra à la Maire de la Ville de Rennes le dossier et le registre, accompagnés de son rapport et de ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non au projet.

Une copie de ce rapport et des conclusions motivées sera déposée à l'hôtel de Rennes Métropole.

Ces documents seront également publiés, pendant un an, sur le site internet de Rennes Métropole : <https://metropole.rennes.fr>

Article 8 : Publicité de l'enquête

Quinze jours avant l'ouverture de l'enquête publique puis pendant toute la durée de celle-ci, le présent arrêté sera porté à la connaissance du public dans les conditions suivantes :

- Par affichage : à l'Hôtel de Ville de Rennes et à l'Hôtel de Rennes Métropole
- Par mise en ligne sur le site internet de Rennes Métropole : <https://metropole.rennes.fr>

Un avis reprenant les éléments essentiels du présent arrêté (objet, durée, lieu d'enquête et permanences du commissaire enquêteur) sera également inséré dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département, en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête, soit avant le 28 septembre 2024 et rappelé dans

les huit premiers jours de celle-ci, soit dans la période comprise entre le 14 octobre 2024 et le 21 octobre 2024.

Article 9 : Exécution

Madame la Maire de la Ville de Rennes est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Outre les mesures de publicités précisées à l'article 8, cet arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et publié sur le site metropole.rennes.fr. Une copie en sera adressée à la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, Madame la Maire de Rennes, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rennes et à Madame la commissaire enquêtrice.

À Rennes,

Notifié le :

Notifié à :

Pour la Maire,

L'Adjoint délégué à l'urbanisme

Marc HERVÉ

NOTA - La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au Greffe de cette juridiction, 3 Contour de la Motte – CS 44416 – 35044 Rennes Cedex ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité rendant la présente décision opposable. Vous avez également la possibilité de former un recours gracieux ou un recours hiérarchique. Ce recours gracieux ou hiérarchique maintient le délai de recours contentieux s'il est lui-même formé dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de la décision concernée.